

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarite

**Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire
Et de l'Education Civique**

Service National d'Alphabétisation

Rapport National de la République de Guinée

**TENDANCES RECENTES ET SITUATION ACTUELLE DE
L'EDUCATION ET DE LA FORMATION DES ADULTES (EdFoA).**

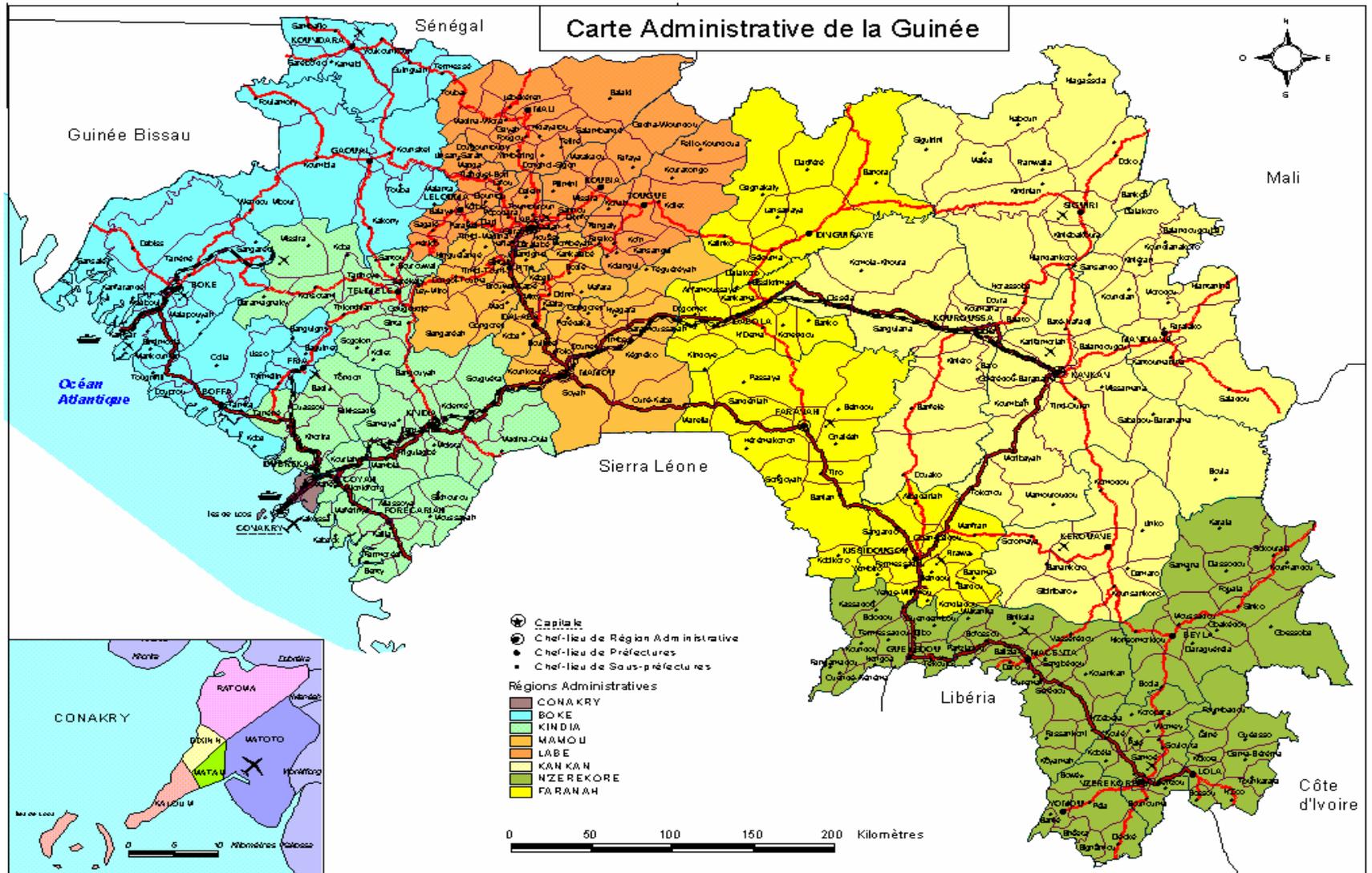
1997-2007

Juin 2008

1

SIGLES ET ABREVIATIONS

AMT	Alphabétisation en milieu de travail
APEAE	Association des parents d'élèves et amis de l'école
BM	Banque Mondiale
BAD	Banque Africaine pour le Développement
CAP	Centre d'Alphabétisation Professionnalisante
CECI	Centre Canadien d'Etudes et de Coopération International
CONEBAT	Commission Nation de l'Education de Base pour Tous
CREAA	Centre Régional pour l'Education et Alphabétisation des Adultes
CVC	Compétences de Vie Courante
DPA	Directeur Préfectoral de l'Alphabétisation
DPE	Direction Préfectorale de l'Education
FAD	Fonds Arabe de Développement
FCIL	Fond Canadien D'initiatives Locales :
FIDA	Fond International pour le Développement de l'Agriculture
FOGUIRED	Fonds Guinéens de Reconversion de Dettes
GTZ	Coopération Technique Allemande et Italienne
ISESCO	Organisation Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture,
MASPFE	Ministère des Affaires Sociales de la Promotion Féminine et de l'Enfance.
MEPU-EC	Ministère, de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Education civique
MNP	Mesure du Niveau de Progression
MSP	Ministère de la Santé Publique
OIF	Organisation International de la Francophonie
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
PACV	Programme d'Appui aux Collectivités Villageoises
PAAEF	Programme d'Appui aux Activités Economiques des Femmes
PDSD/HMG	Projet de Développement Social Durable/Haute, Moyenne Guinée
PEPT	Programme Education Pour Tous
PSE	Programme Sectoriel de l'Education
PTAF	Programme Triennal d'Alphabétisation de Femmes
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SNA	Service National d'Alphabétisation
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture,
UE	Union Européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance :
USAID	Agence des Etats-Unis pour le Développement International,



CONTEXTE

La République de Guinée est située en Afrique de l'Ouest. Elle couvre une superficie de 245 857 km² pour une population de 9 124 784 habitants dont 52% sont des femmes. 65% de cette population vivent en zone rurale et sont en général agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et artisans. 49,2% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté (2005). Le taux de croissance est de 2,8%.

Au niveau de l'éducation, le taux de scolarisation était de 78% dont 71% pour les filles en 2007. Le taux d'achèvement est de 55% pendant la même période.

En 2005, le taux d'alphabétisation était de 35,38% dont 26,50% chez les femmes.

Notons qu'il existe une disparité entre zone rurale et urbaine.

Ces caractéristiques placent la Guinée dans une position de vulnérabilité face à l'éducation et à la formation des adultes.

C'est pourquoi, ce secteur a toujours été au centre des préoccupations des autorités guinéennes. L'alphabétisation et l'éducation non formelle constituent une composante essentielle du Programme Education pour Tous. Sur le plan linguistique le pays compte vingt quatre langues dont huit sont codifiées et sont utilisées dans l'éducation et la formation des adultes en plus du français.

1. POLITIQUES, LEGISLATION ET FINANCEMENT

1.1. Cadre Législatifs, Politiques et Administratifs de L'EDFOA

1.1.1. Cadre Législatifs et Politiques

La politique de l'éducation et de la formation des adultes en Guinée s'inspire des conventions et des déclarations internationales ratifiées et adoptées par le pays, sa mise en œuvre se réfère à des cadres législatifs politiques et administratifs qui sont :

- 1985, première conférence nationale sur l'éducation sous la deuxième république qui jeta les bases d'une nouvelle orientation fondée sur la refondation des programmes et le renforcement de l'Education de base y compris l'alphabétisation et l'éducation des adultes.
- Septembre 1989 adoption de la déclaration de politique éducative, politique confirmée en 1990 dans le cadre du suivi de la conférence de Jomtien avec un plan d'action à long terme (1991-2002)
- la loi fondamentale de Décembre 1991 portant constitution de la république de Guinée consacre que tous les guinéens sont égaux devant la loi sans distinction de race, d'ethnie, de sexe, de religion, d'origine et d'opinion et stipule que l'Etat assure la promotion des cultures et des langues du peuple de Guinée.
- L'Arrêté portant sur la création de la Commission Nationale de l'Education de base pour Tous met l'accent sur l'alphabétisation et la formation des jeunes déscolarisés et non scolarisés de 9 à 14 ans
- Le document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) révisé en 2007 accorde la priorité à trois axes principaux dont le développement et l'accès équitable des services de base qui concerne prioritairement l'éducation et la santé.
- 2003 Lancement du programme décennal des Nations Unies pour l'alphabétisation

- Mise en œuvre des sous-projets alphabétisation et éducation non formelle selon la stratégie de faire-faire dans le cadre de la première phase du Programme Education pour Tous (EPT) 2003-2007
- Dans la lettre de politique sectorielle de l'éducation (2006), l'alphabétisation et l'éducation non formelle occupe une place de choix parmi les priorités gouvernementales
- Avril 2007 lancement de LIFE
- L'existence d'un document de politique national d'alphabétisation et de l'éducation non formelle.

Ces lois et documents offrent beaucoup d'opportunités au développement de l'éducation et la formation des adultes en Guinée.

1.1.2. Les objectifs prioritaires en éducation/formation des adultes

Les objectifs prioritaires découlent principalement des objectifs du document de stratégie de réduction de la pauvreté et des objectifs 3 et 4 du Programme Sectoriel de l'Education tenant lieu et place du Programme Education Pour Tous (PEPT). Ce sont :

1. Réduire de 50% le taux d'analphabétisme des adultes d'ici 2015
2. Développer l'apprentissage et le savoir faire auprès des jeunes et adultes

1.1.3. Gestion de l'EdFoA au niveau gouvernemental.

L'EdFoA est gérée au niveau gouvernemental par le MEPU-EC à travers le Service National d'alphabétisation, de l'Education non formelle et de la Promotion des langues nationales. Les autres ministères concernés sont le Ministère des affaires sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance, de l'Agriculture et de l'Elevage, du Plan et de la coopération, de la Jeunesse, de la Santé, de l'Artisanat et du Tourisme etc.

L'EdFoA est déconcentrée et décentralisée, ce qui sous-entend une responsabilisation à la base. Les communautés rurales de développement, les communes urbaines, les organisations de la société civile (ONG, Associations, chambres de métiers et les organisations paysannes) et les services déconcentrés du MEPU-EC jouent un grand rôle dans la mise en œuvre des activités d'alphabétisation, éducation et formation des adultes).

1.1.4. Les politiques et les stratégies d'application sont régies par une synergie et une complémentarité entre les différents programmes et un partenariat dynamique entre les différents acteurs.

Cette synergie et cette complémentarité sont traduites dans les structures organisationnelles et infra structurelles, la politique de formation et d'utilisation des personnels d'animation, d'encadrement, de suivi et d'évaluation et dans la production des curricula et des matériels didactiques.

Ainsi, les programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle prennent largement en compte les préoccupations des autres secteurs de développement et vice versa.

1.1.5. Principaux obstacles au développement de L'EdFoA, objectifs fixés en vue de les surmonter :

Les principaux obstacles au développement de **L'EdFoA** sont :

- La faiblesse des ressources allouées au sous-secteur par l'Etat ; la part de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle dans le budget de l'éducation n'a jamais atteint 1%. Elle de 0,02% du budget de fonctionnement du MEPU-EC.
- La faiblesse de suivi
- La faible capitalisation des expériences et des acquis
- La faible capacité des organisations de la société civile et des communautés dans la planification, le suivi et l'évaluation des activités
- Les pesanteurs socioculturelles réduisent la participation des femmes
- L'inadéquation des contenus de manuels aux besoins réels des bénéficiaires
- La non prise en compte par le département de l'éducation des besoins de renforcement des capacités des personnels en charge de l'alphabétisation et l'éducation non formelle ;
- La faible concertation et collaboration entre différents acteurs dans la mise en œuvre des différents programmes/projets ;
- La dépendance des actions d'alphabétisation et d'éducation non formelle des financements extérieurs.

Pour surmonter ces obstacles des actions et stratégies ont été envisagées et mises en œuvre :

- L'adoption de la stratégie de « faire-faire »
- L'existence du document de politique nationale d'alphabétisation et d'éducation non formelle en cours de validation :
- La tenue des Etats généraux de l'Education en 2008.
- La révision des curricula pour les adapter aux besoins des participants
- La mise en réseaux des ONG évoluant dans **L'EdFoA**
- Le renforcement des capacités des ONG, réseaux et des structures déconcentrées de L'EdFoA
- Le développement des actions de plaidoyers en faveur de l'EdFoA.

1.1.6. Autres politiques ayant un impact sur L'EdFoA

1. L'adoption du document de stratégie de réduction de la pauvreté qui prend en compte **L'EdFoA**
2. La déclaration de lettre de politique du ministère de l'éducation qui accorde une place de choix à l'EdFoA
3. La création d'une passerelle entre l'éducation non formelle au le formel

1.2. Le Financement de L'EDFOA

1.2.1. Investissements publics dans l'EdFoA

a. De 1990 à 2000, l'EdFoA a bénéficié :

- La part de l'éducation nationale dans le budget de l'Etat était de 19% en 2005
- La part de l'EdFoA et de l'Enseignement Elémentaire dans le budget de l'éducation nationale était de 40% pour le fonctionnement et de 23% pour l'investissement ; l'EdFoA bénéficie seulement de 0,02% du budget de fonctionnement de l'éducation nationale

b. D'autres départements ministériels tels que le MASPFE, l'Agriculture, de l'Elevage etc. investissent dans l'EdFoA

- c. Les communautés de développement à la base interviennent et soutiennent des actions de l'EdFoA (rémunération des animateurs, fourniture individuelles et parfois collectives etc.).
- d. Le CREEA participe au développement de l'EdFoA par des études et financement. Les ressources proviennent de l'Etat et des partenaires au développement (BM, Unesco, Unicef, Isesco, Francophonie etc et les ONG internationales).

Ces ressources ont servi à financer le fonctionnement, le renforcement des capacités institutionnelles et humaines et à la mise en œuvre des sous-projets.

1.2.2. Investissement des donateurs bi et multilatéraux

- BAD, 2004-2006 : alphabétisation de 150000 personnes à travers le programme de Développement social et durable de la Haute et Moyenne Guinée
- UNICEF : soutient les programmes de l'EdFoA à travers les appuis aux structures de l'Etat et des ONG
- FIDA intervient dans le financement de **l'EdFoA** en milieu rural à travers les programmes de développement du ministère de l'Agriculture
- Banque Mondiale : soutient les efforts du gouvernement dans le développement de **l'EdFoA**. 2000000\$ ont été engagés entre 2003-2006
- La Coopération Allemande et Italienne (GTZ et FOGUIRED) interviennent dans **EdFoA**
- BAD et FAD ont financé le programme d'appui aux activités économiques des femmes du Ministère des affaires sociales de la Promotion Féminine et de l'Enfance pour un montant d'environ 1000000\$
- Union Européenne : appuie **l'EdFoA** à travers les différents programmes de développement
- Fond Canadien D'initiatives Locales : soutient de façon ponctuelle les activités d'alphabétisation
- Certaines Ambassades (France, Grande Bretagne, Japon, la GTZ etc) appuient **l'EdFoA** à travers des petites subventions aux organisations paysannes et ONG
- Les ONG internationales telles que le CECI, L'USAID, Word EDUCATION, dvv International interviennent dans **l'EdFoA**

1.2.3 Soutien du secteur privé/entreprises à l'EdFoA :

Le secteur privé n'est pas encore présent dans le financement de **l'EdFoA**. Quand aux entreprises et sociétés minières et industrielles interviennent dans le financement de l'alphabétisation de leurs ouvriers.

1.2.4. Soutien de la société civile à l'EdFoA

Les confessions religieuses chrétiennes mobilisent des fonds et appuient **l'EdFoA**

1.2.5. Contribution des apprenants/individus :

Elle se manifeste de plusieurs manières :

- contribution en nature
- contribution en espèce à travers les inscriptions et les fournitures

1.2.6. Autres appuis :

L'UNESCO, l'ISESCO et l'ACCT/OIF interviennent dans le financement de l'EdFoA en terme d'accompagnement technique, de soutien financier à l'élaboration du document de politique et didactique, aux séminaires, ateliers, d'études et de consultation.

1.2.7. Utilisation des ressources allouées au secteur de l'alphabétisation.

Les différentes contributions financières, qu'elles proviennent de l'Etat ou des partenaires techniques et financiers, sont utilisées dans les rubriques suivantes: la formation des formateurs, la production de matériel didactique, l'acquisition des biens, d'équipement et de matériels roulants ; le paiement des différentes prestations relatives à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des activités d'alphabétisation et d'éducation des adultes.

2. QUALITE DES SERVICES D'EDUCATION ET DE FORMATION DES ADULTES. OFFRE, PARTICIPATION ET ACQUIS

2.1 Offre d'EdFoa et cadre institutionnel :

2.1.1 Institutions chargées de la gestion et de la coordination de l'EdFoA au niveau national :

En Guinée, l'EdFoa est gérée par le MEPU-EC (Ministère de l'Enseignement Pré Universitaire et de l'Education Civique) à travers

Le Service National d'Alphabétisation (SNA) et la CONEBAT (Commission Nationale d'Education pour Tous)

Le Service National d'Alphabétisation (SNA) est chargé de l'élaboration de la politique du gouvernement dans le domaine de l'EdFoa , la mise en œuvre et le suivi de l'exécution de cette politique.

La CONEBAT en tant qu'organisme de concertation dispose d'un secrétariat permanent qui gère les activités des centres Nafa ou écoles de la seconde chance. Ces centres font parties des modèles alternatifs

Le SNA et la CONEBAT disposent des mêmes personnels au niveau des structures déconcentrées (régionale et préfectorale)

2.1.2 Programmes d'EdFoA mis en œuvre dans notre pays :

Liste des programmes (titre et courte description)	Fournisseurs			Domaines d'apprentissage			Groupes cibles	Coût du programme \$	Sources de financement
	Public /Etat	OSC	Privé	Compétences générales	Compétences techniques	Production de savoir, innovation			
Programme EPT /Alphabétisation et Education non formelle	X			x	x	x	Jeunes de 9 – 15 ans ; 16 – 25 ans ; adultes avec priorité femmes de 15-49 ans et plus	2000000	Gouvernement - BM
Enfants en situation difficile (ESD)	X			x	x	x	Enfants en situation difficile		UNESCO/ BRENDA
PTAF alphabétisation des femmes	X			x	x	x	femmes de 15-49 ans et plus		Gouvernement
PAAEF Alphabétisation et formation des femmes, appui aux AGR	x			x	x	x	femmes de 15-49 ans et plus		Gouvernement-BAD et FAD
PDSF Alphabétisation et formation des groupements	x						Adultes hommes et femmes et jeunes		Gouvernement-BAD
PPEAG programme de promotion de l'éducation des adultes en Guinée)		x		x	x	x	OP		dvv International

2.1.3. Passerelles entre les approches formelles et non formelles

Il existe des passerelles entre le non formel et le formel.

1. Après une formation de 1080 heures dans les centres Nafa, école de la seconde chance, les apprenants ayant la capacité et manifestant le désir peuvent rejoindre le formel.
2. Certaines ONG développent des programmes de formation dans les centres d'alphabétisation en faveur des enfants en situation difficile, déscolarisés et non scolarisés notamment en zone rurale. Ces enfants, après une évaluation par les Directions préfectorales concernées, peuvent accéder au système formel selon leur niveau.

2.1.4. Certification ou sanction nationale

La certification n'est pas formalisée. Toutefois, certaines ONG octroient des certificats aux sortants des centres d'alphabétisation et de formation professionnelle.

Ces certificats sont signés par les directions des ONG, du Service National d'Alphabétisation et d'autres directions techniques des départements ministériels partenaires de terrain.

2.2 Participation à l'EdFoA

En Guinée, les curricula et programmes de formation des adultes sont destinés aux groupes cibles suivants : Adultes priorité Femmes, Elus locaux, Enfants en situation difficile, APEAE, jeunes en situation d'apprentissage de métier de 16 à 25 ans, jeunes déscolarisés et non scolarisés de 9 à 15 ans, les personnels des ONG et des services techniques déconcentrés de l'alphabétisation et d'éducation non formelle.

2.2.1 Données statistiques de la participation :

- a. Aujourd'hui, près de 3 700 centres d'alphabétisation fonctionnelle existent sur toute l'étendue du territoire national avec près 83% en zone rurale. Cependant, les centres féminins ne représentent que près de 28%. Pour l'ensemble des opérateurs pour la période 1990-2005, plus de 457.624 apprenants dont 103.043 femmes ont été alphabétisés et la post-alphabétisation a enregistré 47.037 dont 13.836 femmes.

Le SNA et les Communautés à la base sont responsables d'environ 68% de ces centres qui sont tenus par les bénévoles et les volontaires. Les ONG, les projets de développement, et les confessions religieuses sont responsables de près de 32%.

Au titre des centres Nafa, il existe 192 centres avec un effectif environ de 9000 apprenants avec près de 80% des filles ?

Toutes ces actions ont permis de réduire le taux d'analphabétisme de 74% à 65% entre 1984 et 2005 et de 81% à 74,45% pour les femmes sur la même période.

Malgré cette amélioration, la situation reste toujours préoccupante et nécessite une intervention et un engagement plus rigoureux de l'Etat et des différents partenaires.

2.2.2. Enquêtes ou études sur la non participation et les groupes cibles à atteindre, principaux résultats :

Au cours des évaluations de fin de campagne, des questionnaires ont été formulés sur la non participation aux programmes des apprenants notamment des femmes et des couches

déshéritées. Aussi, des thèmes de mémoire de fin d'études supérieures ont porté sur la participation des femmes à l'alphabétisation et l'éducation non formelle.

Tableau 2 : Principales causes de non participation.

Causes	Solutions
Pauvreté et facteurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement de la sensibilisation ; ▪ Mobilisation sociale permanente ; ▪ Développement des AGR au sein des programmes de l'EdFoA ; ▪ Développement des formations techniques et spécifiques ; ▪ Liaison entre l'EdFoA et les activités de production ▪ Mise en place des micro-crédits.
Facteurs sociaux et familiaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des capacités des comités de gestion ▪ Développement de l'approche genre ▪ Sensibilisation des hommes ▪ Négociation des horaires de formation avec les apprenants
Facteurs linguistiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bonnes formations des animateurs/alphabétiseurs ▪ Différencier les apprenants selon la langue d'alphabétisation ;
Facteurs liés aux animateurs/alphabétiseurs, superviseurs et coordinateurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des compétences; ▪ Rémunération à la hausse des animateurs ; ▪ Définition claire des tâches des superviseurs et coordinateurs ;
Facteurs liés aux opérateurs en alphabétisation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Disponibilité de matériels didactiques appropriés et les rendre accessibles ; ▪ Intégration de l'EdFoA aux activités de développement local ; ▪ Adaptation des contenus des documents aux besoins des apprenants ▪ Implication des bénéficiaires au processus d'identification et de mise en œuvre des différents programmes et projets

2.2.3 Enquêtes ou études sur la motivation des apprenants :

Les Enquêtes ou études réalisées sur la motivation des apprenants portent essentiellement sur

- l'identification des facteurs de non participation des bénéficiaires aux programmes de l'EdFoA,
- l'état des lieux de l'alphabétisation en Guinée,

- l'identification des besoins de formation,
- l'étude sur les effets de l'alphabétisation en Guinée.

Toutes ces études ont prouvé que les activités d'alphabétisation et d'éducation non formelle favorisent la formation des femmes et des hommes en vue de leur autonomisation et de leur participation au processus de développement local et national. Les motivations sont différentes selon les publics cibles, leur statut et les domaines de préoccupation.

Le tableau N0 2 indique les facteurs de non participation des bénéficiaires et des solutions qui constituent les motivations des apprenants.

Le Tableau ci-dessous indique les principales motivations exprimées par les bénéficiaires
Tableau N0 3 : Principales motivations selon les bénéficiaires

Catégories Dimensions	L'individu lui même	Social	Profession	Education
Savoir	<ul style="list-style-type: none"> - Ecrire son nom - Calculer les prix d'achat - Ecrire soi même ses lettres 	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir mieux raisonner 	<ul style="list-style-type: none"> - Ecrire les dimensions des clients - Ecrire et lire les noms des clients - Calculer à deux aiguilles - Connaître les dimensions des articles <ul style="list-style-type: none"> - Choisir les couleurs - Connaître les sources de financement des PME 	<ul style="list-style-type: none"> - Expliquer l'importance de l'éducation - Apprentissage de la langue française pour communiquer avec les autres
Savoir faire	<ul style="list-style-type: none"> - Avoir un métier - Avoir un diplôme - Donner des cours d'alphabétisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Apprendre à ses sœurs et frères à lire et à écrire 	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les instruments de mesure - Faire un travail de qualité - Augmenter le revenu et le profil - Calculer les surfaces et les dimensions - Vendre ses articles - Utiliser les acquis 	<ul style="list-style-type: none"> - Scolariser pour avoir un emploi - Suivre à la maison les apprentissages des enfants.

			- Développer les AGR au cours de la formation	
Savoir être	- Savoir communiquer en public	- Ecouter et respecter autrui - Prévenir les maladies - Appliquer les principes d'hygiène corporelle, vestimentaire et environnementale - Eviter les conflits dans les foyers - Eviter les IST/VIH/SIDA	- Venir en aide aux parents - Etre sollicité - Bien accueillir les partenaires - Bien organiser et gérer ses affaires.	- Scolariser et maintenir les enfants à l'école. - Participer aux activités scolaires, - Créer l'amour de d'apprendre chez les enfants

2.2.4. Mesures prises pour mobiliser les apprenants et accroître leur participation

Ces dernières années, pour mobiliser les apprenants et accroître leur participation, le gouvernement a mis en place différents programmes et projets (**EPT, PTAF, PDS, ESD, LIFE...**) pour satisfaire les besoins de formation des différents groupes cibles.

Ces mesures sont entre autres :

- Intégration des AGR dans la formation
- Octroi des micro-crédits
- Accompagnement des groupements en terme d'organisation et de fonctionnement
- Equipement des centres d'alphabétisation à visée professionnelle et des centres Nafa
- Développement des compétences pré-professionnelles et professionnelles, etc.

2.2.5. Groupes cibles pour la fourniture d'EdFoA

Les groupes cibles sont divers et variés. Ils sont constitués de :

- adultes hommes et femmes de 15-49 ans
- jeunes filles et garçons de 9-25 ans

Notons que les filles et femmes sont majoritairement visées dans les différents programmes et projets.

2.2.6. Les repères relatifs à la participation actuelle

Les repères fixés actuellement sont :

- le taux d'inscription
- le taux de fréquentation
- le taux de réussite

- le taux d'abandon
- l'indice de parité

2.3. Suivi et évaluation des programmes et appréciation des résultats

2.3.1. Evaluation des résultats et méthodes employées :

Le suivi l'évaluation et l'appréciation des résultats des apprentissages se font au niveau national, régional, communautaire et local.

Au niveau national : le suivi et l'évaluation des apprentissages se font par l'organisation des activités de supervision (suivi) et de bilan (évaluation). Ces activités se font au démarrage des projets et programmes, à mi-parcours pour le contrôle de qualité et en fin de projet/programme pour apprécier les résultats.

La première supervision vise à :

- vérifier l'effectivité de démarrage des activités du projet/programme, les conditions de démarrage, les difficultés rencontrées et les solutions et les propositions de solution

La deuxième vise à :

- faire un contrôle de qualité
- apporter les appuis et corrections nécessaires

Au niveau régional, préfectoral et local: le suivi rapproché et l'évaluation sont effectués par les structures déconcentrées de l'Etat et les ONG.

Les méthodes utilisées sont : l'organisation des bilans, l'échantillonnage, le test individuel et collectif et l'auto-évaluation par la MNP (mesure de niveau de progression)

2.3.2. Outils de suivi et d'évaluation :

- Les outils de suivi sont constitués par les différentes fiches qui varient selon leur structuration d'un prestataire à un autre et du domaine d'intervention.

Les outils généralement utilisés sont :

- le guide d'entretien,
- les épreuves orales et écrites,
- la grille d'observation
- le questionnaire etc.

2.3.3. Utilisation des résultats à des fins de législation, formulation des politiques et développement des programmes :

Les résultats sont largement utilisés dans :

- la formulation des politiques notamment le document le DSRP, le document de politique nationale d’alphabétisation et d’éducation non formelle et les lettres de politique sectoriel de l’éducation
- le développement et la révision des programmes
- la législation telle que la loi fondamentale, les conventions, les codes.

2.3.4. Les repères relatifs aux résultats

- Accroître le taux d’alphabétisation de 35% à 50% d’ici 2015 et pour
- Atteindre 70 à 80% de femmes dans tous les programmes et projets
- Corriger les disparités entre sexes et zones

2.4. Statut et formation des personnels en enseignants/facilitateurs :

2.4.1. Niveaux de formation et de qualification des enseignants/ facilitateurs de l’éducation des adultes et moyens disponibles de formation.

Les Niveaux de formation et de qualification des enseignants/ facilitateurs de l’éducation des adultes sont définis comme suit :

- être titulaire du diplôme de fin d’études secondaires ; le BEPC ou l’équivalent
- maîtriser l’alphabet de la langue d’alphabétisation
- maîtriser les techniques de préparation des leçons
- maîtriser les techniques d’animation et d’évaluation des apprentissages

Les moyens pour la formation sont mobilisés par les différents programmes et projets financés par l’Etat, les partenaires techniques et financiers et les ONG

2.4.2. EdFoA comme une profession

NON. Cependant, il est envisagé la création des filières de formation en éducation des adultes au niveau des institutions professionnelles et supérieures.

2.4.3. Proportion des enseignants/facilitateurs

Le nombre d’enseignants facilitateurs est nettement inférieur à celui du formel.

2.4.4. Conditions de travail et de rémunération des personnels de EdFoA

Les personnels de EdFoA sont constitués des agents de l’Etat et ceux des opérateurs. Les conditions de travail et de rémunération ne sont pas toujours les meilleures. Seuls les agents de l’Etat sont payés mensuellement. Les personnels des ONG sont pris en charge en fonction des disponibilités des projets et programmes. Les rémunérations varient selon les ONG.

3. Recherche, innovation et bonnes pratiques :

3.1. Etat de recherche en EdFoA :

3.1.1. Principaux travaux de recherche en EdFoA réalisés au cours des 5 dernières années (2003-2007) :

Au cours des 5 dernières années, plusieurs travaux de recherche ont été réalisés aussi bien par le SNA que par les partenaires que sont les organisations de la société civile.

Au niveau national : le SNA a effectué une recherche portant sur :

1. L'étude descriptive des ONG portant sur :
 - l'identification des opérateurs, leur mode d'organisation et de fonctionnement
 - leur classification selon les domaines d'intervention
 - leur besoin de formation et de renforcement de capacités
 - leur partenaires techniques et financiers
 - le budget alloué à l'alphabétisation et l'éducation non formelle
3. l'identification des facteurs de non participation des bénéficiaires aux programmes de l'EdFoA,
4. l'état des lieux de l'alphabétisation en Guinée,
5. l'identification des besoins de formation,
6. l'étude sur les effets de l'alphabétisation en Guinée

3.1.2 Principales questions abordées et soulevées par les études :

Les principales questions abordées relatives entre autres aux:

- contenus des formations, à leur efficacité et leur efficacité,
- approches pédagogiques et andragogiques,
- liens entre alphabétisation et développement,
- la participation notamment celle des filles et femmes,
- renforcement des capacités institutionnelles et humaines,
- mécanismes de suivi et d'évaluation,
- la production et la diffusion des matériels didactiques,
- la création et le développement d'un environnement lettré,
- la production régulière des statistiques fiables....
- stratégies de mise en œuvre et de pérennisation
- Dynamisation des structures

3.1.3. Principales conclusions des études :

Ces études ont abouti aux conclusions ci-après

- Disposer d'un document amélioré de politique nationale d'alphabétisation et d'éducation non formelle
- Systématiser le suivi et l'évaluation
- Développer le plaidoyer
- Systématiser les critères de sélection des projets et programmes
- Renforcer les compétences des intervenants
- Développer un système efficace de suivi accompagnement
- Intégrer le volet alphabétisation et éducation non formelle à tous les projets et programmes de développement
- Adapter les contenus des curricula aux besoins et préoccupations des apprenants
- Augmenter le budget alloué à l'alphabétisation
- Poursuivre les innovations et diversifier les formules alternatives

3.1.4. *Influences des conclusions sur les politiques et pratiques.*

Ces conclusions ont eu des effets positifs sur les politiques et pratiques.

Elles ont permis entre autres de :

- mettre en place des programmes et projets en faveur des différents groupes cibles notamment des femmes
- élaborer un document de politique nationale d'AENF
- mettre en œuvre la stratégie de « faire-faire » comme pratique
- Réviser les curricula et les manuels pour prendre en charge les compétences de vie courantes (CVC) et mieux répondre aux besoins de formation
- Créer des espaces de concertation entre les intervenants
- Mettre en réseau les ONG

3.2 INNOVATIONS ET EXEMPLES DE BONNE PRATIQUE :

En vue de répondre aux besoins spécifiques des apprenants, des innovations et des pratiques ont été développées aussi bien par l'Etat que par les ONG. Elles prennent en charge les aspects fonctionnel et participatif. Il s'agit :

➤ **La révision des curricula et les manuels :**

Cette pratique a été menée en vue d'améliorer leurs contenus pour satisfaire le souci de la formation qualifiante. Elle a aussi favorisé l'intégration des programmes d'éducation non formelle aux différents plans de développement.

La révision a surtout porté sur les curricula relatifs aux métiers (menuiserie, maçonnerie, mécanique...), aux AGR (teinture, saponification, couture, culture maraîchère...), et aux thèmes liés à la démocratie, la gestion, la bonne gouvernance ...

➤ **Reflect et STAR**

Depuis 2003 la dvv international en collaboration avec Jeunesse et Développement de la République du Mali a introduit l'approche Reflect en Guinée par la participation de trois ONG nationales Guinéennes à la formation des formateurs à Bamako.

Suite à cette formation ; des cercles Reflect ont été ouverts et leur évaluation a permis d'élargir l'approche à une dizaine de structures évoluant dans le domaine de l'éducation des adultes par la formation des formateurs en 2004.

Le développement de la méthodologie Reflect dans le cadre du renforcement des compétences des acteurs à la base a permis à certaines structures d'initier et de développer des activités d'alphabétisation à la base.

Parmi ces structures nous pouvons citer : l'Amicale de Jeunes pour le Progrès ; Union Guinéenne des Volontaires pour le Développement etc.

Toujours dans son programme de recherche-action ; l'approche Reflect et Stépping stone (Parcours) ont fait la fusion pour donner **STAR (Stépping Stone And Reflect)**. Cette approche prend en charge les points forts des deux approches ce qui veut dire que le **VIIH/SIDA** doit être transversale à toutes les discussions et toutes les activités de développement communautaires.

En Guinée ces deux approches sont pilotées par Pamoja avec l'appui de dvv international.

En effet l'approche reflect est une stratégie de formation dont les contenus sont définis par la base partant d'un diagnostic communautaire avec la participation des bénéficiaires. Tandis que le STAR est un outil de communication et de formation pour aborder la vulnérabilité des jeunes et des femmes devant les facteurs qui affectent leur vie notamment le VIH / SIDA.

Ainsi la prévention du VIH/ SIDA est traitée pendant les d'information et de communication ; ensuite vient la phase de l'alphabétisation dont les contenus sont tirés de la séance précédente.

De nos jours Plus de 150 cercles Reflect sont ouverts et fonctionnels à travers le pays avec environ 6000 participants à majorité femme.

➤ **L'alphabétisation en milieu de travail (AMT)**

Elle est réalisée par les entreprises, les banques et institutions internationales. Cette approche consiste à identifier les besoins de formation de l'employeur et des employés afin de promouvoir une alphabétisation adoptée au contexte du milieu de travail concerné. Elle offre l'opportunité aux apprenants d'acquérir des compétences de bases essentielles utilisables dans le travail et dans la société. L'AMT est une formule novatrice caractérisée par des programmes flexibles et un temps de formation négocié. Elle favorise l'amélioration du rendement des entreprises du point de vue de la productivité ainsi que la communication sociale et interpersonnelle. Ce programme a démarré depuis 1998.

➤ **L'alphabétisation des Associations des parents d'élèves et Amis de l'école (APEAE).**

Cette approche a été mise en œuvre par World Education en faveur des APEAE à travers son projet PACEEQ (Participation Communautaire à l'Education de Base pour l'Equité et la Qualité).

Cette approche, à partir d'un diagnostic participatif permet d'identifier les besoins de formation spécifique non seulement des APEAE mais aussi des ONG et alliances partenaires de l'école. Les formations sont axées sur la participation des APEAE, des ONG, des alliances à la gestion de l'école, à la qualité de l'éducation et l'équité entre garçons et filles. Ce qui est surtout novateur c'est que l'approche est pratiquée dans les zones rurales là où le taux de déperdition est élevé notamment chez les filles.

Les modules traités sont le développement organisationnel, la qualité de l'éducation, la santé et le VIH/Sida, plaidoyer et négociation, l'équité/genre et la gestion financière.

De 2002 à mars 2005, le projet PACEEQ a formé 903842 membres des communautés dont 5437 alphabétisés avec 40% de femmes.

4. Alphabétisation des adultes

4.1 Définition de l'alphabétisation et changements depuis 1997.

Dans le document de politique nationale, l'alphabétisation est définie comme suit :

L'alphabétisation est un processus d'apprentissage au cours duquel une personne apprend à lire, à écrire, à calculer et à acquérir des compétences de vie courante dans une langue donnée en vue de son autonomisation.

Le changement intervenu dans cette définition est l'intégration des CVC pour un changement de comportement depuis 2004.

4.2 . Les nouvelles politiques mises en œuvre :

Comme soulignées plus haut, ces nouvelles politiques se résument à :

7. La révision des curricula et des manuels didactiques
8. L'adoption de la stratégie de « faire-faire »
9. L'adoption de la politique nationale d'alphabétisation et d'éducation non formelle ;
10. La mise à réseau des ONG évoluant dans **l'EdFoA**
11. La création de passerelle du non formel au formel

4.3 . Exemples de pratiques efficaces et de programmes d'alphabétisation innovants.

Comme indiqué plus haut, les pratiques *efficaces* et programmes d'alphabétisation portent essentiellement sur la révision des curricula et des manuels, l'alphabétisation en milieu de travail (AMT) et l'alphabétisation des APEAE.

Toutes ces pratiques nous ont permis d'améliorer la participation des bénéficiaires notamment au niveau des femmes. En ce qui concerne l'alphabétisation des APEAE, le programme a surtout insisté sur l'acquisition des capacités de mobilisation et de gestion des différents participants. Il a aussi mis à la disposition de chaque APEAE une subvention leur permettant non seulement de développer des actions en faveur de l'école mais aussi, de mettre en pratique leurs acquis.

4.4. Manière dont les politiques et les programmes contribuent à l'égalité des sexes

Conscient de la faible participation des femmes à **l'EdFoA**, le gouvernement Guinéen en collaboration avec ses partenaires a mis en place des programmes et des approches qui sont :

1. Le programme triennal d'alphabétisation des femmes (PTAF) avec pour objectif l'alphabétisation de 300000 femmes de 2003 à 2005,
2. Le projet alphabétisation priorité femmes dans le programme Education Pour Tous avec pour objectif 70% de femmes parmi les inscrits au programme (2003-2006)
3. Le programme d'appui aux activités économiques des femmes (PAAEF) avec pour objectif l'alphabétisation et le développement des activités génératrices de revenu (2004-2006)
4. Le programme de promotion de l'éducation des adultes en Guinée(PPEAG) initié et mis en œuvre par dvv International
5. Le développement des centres NAFA comme approche, avec pour objectif la formation des jeunes de 9 à 15 ans avec 80% de jeunes filles notamment dans les zones rurales et la possibilité de passage au formel pour ceux qui ont la capacité et manifestent le désir.
6. L'intégration des AGR dans les différents programmes comme approche a suscité une large participation des femmes à **l'EdFoA**.

4.5. Politiques et programmes visant à consolider les environnements alphabétisés et progrès réalisés :

L'un des problèmes majeurs de l'EdFoA est la valorisation et la pérennisation des acquis. On peut estimer qu'environ 30% à 40% des personnes alphabétisées ou formées dans d'autres domaines reviennent à la case départ faute de création des conditions favorables à l'utilisation des acquis.

Pour corriger cette situation, des actions concrètes ont été réalisées :

- La mise en place des écriteaux en langues nationales portant les noms des places publiques (marché, préfecture, hôpital...)
 - La traduction en langues nationales des textes juridiques tels que : le document de convention sur les droits de l'homme, la loi fondamentale, la convention sur les droits des enfants, les codes foncier et forestier ; le document sur « savoir pour sauver ».
 - La création de presses rurales au niveau de quelques projets.
- Faute de ressources, les presses rurales n'ont pas connu un développement durable.

5. ATTENTES A L'EGARD DE CONFINTEA VI ET PERSPECTIVES D'AVENIR POUR L'EDFOA

5.1. Résultats attendus de Confintea VI.

CONFINTEA VI doit être un espace de concertation et de plaidoyer en faveur du développement de l'EdFoA.

A cet effet les principales attentes de la République de Guinée sont :

- Faire le point d'exécution des engagements pris par CONFINTEA V par la conférence de Dakar 2000, et celle de Bamako (augmentation du budget de l'EdFoA à **3% au moins**)
- Favoriser les échanges d'expériences porteuses
- Mobiliser les ressources financières
- Appuyer les stratégies de renforcement des capacités institutionnelles et humaines des structures en charge de l'EdFoA
- Appuyer la formulation des programmes spécifiques en faveur des femmes et des jeunes et des personnes en situation difficile
- Soutenir la problématique genre et développement dans les programmes l'EdFoA
- Créer les points focaux par pays pour faire le point sur le niveau d'exécution des engagements par l'organisation des rencontres sous-régionales de ces points focaux tous les 3 ans.

6.2. les défis et perspectives.

- Porter le taux d'alphabétisation de 35% à 50% de 2008 à 2015
- Améliorer l'accès à l'EdFoA et la qualité des apprentissages
- Renforcer les capacités institutionnelles et humaines des structures publiques et celles des ONG
- Augmenter la part de l'EdFoA dans le budget de l'Education Nationale

- Renforcer les actions de plaidoyer pour la mobilisation des ressources en faveur de **l'EdFoA**
- Renforcer le partenariat entre l'Etat, les PTF, le secteur privé, la société et les collectivités dans le développement de **l'EdFoA**.

Bibliographie

1. SNA : Alphabétisation et Education non formelle en Guinée, Etat des lieux et identification des besoins, programme LIFFE ; Conakry 2007
2. MEPU-EC/IIz-dvv 2004: alphabétisation en République de Guinée, Etat des lieux ;
3. SNA/IIz-dvv, 1999, Etude descriptive des ONG, Conakry Rép. De Guinée
4. Lansana Chérif, 1997, les effets de l'alphabétisation tels que perçus par des alphabétisés en Rép.Guinée, mémoire de maîtrise, Montréal Canada
5. SNA, 2008 Document de politique national d'alphabétisation et d'éducation non formelle ; Conakry Rép. De Guinée.
6. Gouvernement de la Rép. De Guinée 2007, Document de stratégie de réduction de la pauvreté.

TEXTE REDIGE PAR :

Abdoul Karim Camara, Directeur Général Adjoint du SNA

Alpha Ahmed Sylla, Chef de Division Stratégie Planification Evaluation

Lansana Cherif, Chef de Division des Opérations

Oumar Cissé, Chef Section Planification Evaluation, Chef de Projets alphabétisation/EPT

Seydou Kéita, Chef Section Matériels didactiques et Promotion des langues Nationales

Balla Moussa Kéita, Coordinateur Réseau PAMOJA-Guinée

Mouctar Oularé, Secrétaire Exécutif Réseau REGA

Alhassane Souaré, Chargé de Programmes dvv-International

Esther Irsh, Représentante Résidente dvv-International Afrique de l'Ouest.

Texte Validé sous la Présidence :

Madame Albertine Fadiga, Directrice Générale du SNA

Conakry, le 2 Juillet 2008